

Discours du président de la république, l'histoire attendra !

Le discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès avait été présenté comme historique. Si l'on excepte la volonté quasi monarchique de s'exprimer sans débat devant les deux chambres du Parlement, il n'en sera rien. « Rien ne sera plus comme avant » a dit le président de la République en parlant de l'après crise. Au-delà de la rhétorique, on cherche pourtant en vain dans son discours des éléments concrets qui indiqueraient l'amorce d'un changement de cap. La énième répétition de la nécessité de partager les profits équitablement, sans qu'aucune mesure concrète ne soit annoncée, ni aucune échéance fixée, indique que, sur ce terrain comme sur d'autres, les actes sont encore loin des mots.

Au-delà des mots, ce discours confirme les orientations antérieures et même les obsessions présidentielles. Ainsi, par exemple, il tonne contre le soi-disant égalitarisme régnant en France, alors que tous les rapports, même les plus officiels comme le rapport Cotis, indiquent que les inégalités ont explosé dans notre pays. Il veut supprimer totalement la taxe professionnelle, nouveau cadeau au patronat, et les augmentations d'impôts pour les plus riches sont exclues. La fiscalité française est pourtant particulièrement inégalitaire et les mesures fiscales récentes n'ont fait qu'aggraver cette situation.

Comment donc, dans ces conditions, lutter contre le déficit budgétaire, sinon en réduisant les dépenses publiques utiles à la population ? Le président de la République confirme cette orientation avec la suppression d'un fonctionnaire sur deux, la poursuite de la désastreuse réforme de l'hôpital et l'annonce de nouvelles mesures régressives sur les retraites. De plus, il annonce que l'instauration d'une taxe carbone sera un moyen pour « alléger les charges qui pèsent sur le travail », formule néolibérale pour désigner le financement de la protection sociale qui verrait donc ses ressources frontalement attaquées.

Alors que la récession s'installe et que le président de la République est bien obligé de reconnaître que « l'idée selon laquelle la crise serait soi-disant terminée (...) est une idée dangereuse », les mesures pour la combattre sont quasi inexistantes. Seul point positif, l'annonce que tout licencié économique puisse garder son salaire et recevoir une formation pendant un an. Encore faudra-t-il vérifier la réalité de cette annonce et les modalités de financement.

L'annonce d'un emprunt est, soit un non événement, l'Etat empruntant régulièrement sur les marchés financiers, soit relève essentiellement d'une opération de communication visant à essayer de faire de cette opération un plébiscite pour l'action gouvernementale dans le cas où il serait levé auprès du public.

Pour l'Union syndicale Solidaires, le discours de Nicolas Sarkozy, au-delà de l'opération de communication et d'autopromotion, annonce de nouvelles attaques contre les droits des salariés, notamment en matière de protection sociale. C'est par la mobilisation unitaire, un mouvement d'ensemble, qu'il faudra y répondre.

Le 22 juin 2009